



PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

DREAL FRANCHE-COMTE
Unité Territoriale Centre
Antenne de Vesoul

ARRÊTÉ DREAL/I/2013 N° 580

en date du 17 avril 2013

modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1154 du 14 mai 2009 actualisant les prescriptions réglementaires de la société SITA FD, pour la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets dangereux et le suivi de l'installation de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation, situées sur le territoire de la commune de VAIVRE-ET-MONTOILLE.

LE PRÉFET DE LA HAUTE-SAÔNE

VU

- le code de l'environnement en son titre 1^{er} du livre V et notamment ses articles R.512-31 et R.512-33 ;
- l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation, et notamment ses articles 8 et 9.2.2 ;
- l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux ;
- le décret n° 2010-369 du 13 avril 2010 modifiant le classement de plusieurs rubriques de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- le décret n° 2011-1935 du 22 décembre 2011 relatif aux mélanges de déchets dangereux ;
- l'arrêté préfectoral n° 3446 en date du 17 décembre 1987 autorisant la société Monin Ordures Services à exploiter une décharge sur la commune de Vaivre-Pusey ;
- le récépissé de changement d'exploitant en date du 28 septembre 1988 ;

- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 26 du 9 janvier 2009 actant le changement d'exploitant au profit de la société SITA FD, dont le siège social est situé Tour CB 21 – 16 place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1154 en date du 14 mai 2009 actualisant les prescriptions réglementaires de la société SITA FD pour la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets dangereux, et le suivi de l'installation de stockage de déchets non dangereux en sous-exploitation, situées sur le territoire de la commune de VAIVRE-ET-MONTOILLE ;
- l'arrêté préfectoral complémentaire n° 1070 en date du 19 juin 2012 modifiant certaines prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 1154 du 14 mai 2009 actualisant les prescriptions réglementaires de la société SITA FD pour la poursuite de l'exploitation de l'installation de stockage de déchets dangereux, et le suivi de l'installation de stockage de déchets non dangereux en post-exploitation, situées sur le territoire de la commune de VAIVRE-ET-MONTOILLE ;
- le dossier déposé par l'exploitant en application du décret susvisé, en date du 2 juillet 2012, visant à solliciter l'autorisation de poursuivre les opérations de mélange prévues au premier alinéa de l'article L.541-7-2 du Code de l'Environnement ;
- la demande du bénéfice de l'antériorité par la société SITA FD par courrier en date du 12 avril 2011 complétée le 3 janvier 2013 ;
- le rapport et les propositions en date du 19 mars 2013 de l'inspection des installations classées ;
- l'avis du CODERST en date du 10 avril 2013 au cours duquel le demandeur a été entendu ;
- le projet d'arrêté porté à la connaissance du demandeur ;

CONSIDERANT

- que l'activité de mélange de déchets dangereux au sens de l'article L.514-7-2 du code de l'environnement était pratiquée au sein de l'établissement au 1^{er} janvier 2012 ;
- que le dossier susvisé comprend l'ensemble des éléments permettant d'établir que l'activité de mélange pratiquée ne correspond pas à une dilution, et qu'elle est réalisée dans des conditions permettant de garantir la protection des intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;
- qu'il est nécessaire d'acter cette autorisation qui entre dans le cadre dérogatoire prévu à l'article L.541-7-2 susvisé, par un arrêté préfectoral complémentaire pris dans les formes de l'article R.512-31 du code de l'environnement ;
- que la demande de modifications sollicitée par la société SITA FD concernant le bénéfice de l'antériorité, est conforme à l'article L.513-1 du code de l'environnement ;
- que les études de caractérisation des principales familles de déchets dangereux reçues sur les sites (au titre de Seveso), menées par les fédérations des professionnels des déchets SYPRED, SYVED et CNPA, ont conduit à considérer les REFIOM et REFIDI comme substances toxiques pour le milieu aquatique (rubrique 1173 de la nomenclature des ICPE) ;

- qu'une mise à jour de l'étude des dangers est rendue nécessaire ;
- que les conditions d'exploitation imposées à l'exploitant dans son arrêté d'autorisation d'exploiter du 14 mai 2009 doivent être modifiées pour prendre en compte le classement du site en AS, du fait de la quantité de substances dangereuses susceptible d'être présente, afin de pallier les impacts éventuels de l'activité et garantir les intérêts mentionnés à l'article L.512-1 du code de l'environnement ;

SUR proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 :

Les prescriptions de l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral n° 1154 du 14 mai 2009 « *liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées* », sont remplacées par :

Rubrique	Alinéa	Seuil	Activité	Volume
2790	1a	AS	<p>Installation de traitement de déchets dangereux ou de déchets contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement, à l'exclusion des installations visées aux rubriques 1313, 2720, 2760 et 2770.</p> <p>1. Les déchets destinés à être traités contenant des substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement.</p> <p>a) La quantité de substances dangereuses ou préparations dangereuses susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale aux seuils AS des rubriques d'emploi ou de stockage de ces substances ou préparations.</p>	<p>Traitement par stabilisation de déchets dangereux limité à 60 000 t par an.</p> <p>Quantité de substances dangereuses susceptible d'être présente > 500 tonnes.</p>
2790	2	A	<p>2. Les déchets destinés à être traités ne contenant pas les substances dangereuses ou préparations dangereuses mentionnées à l'article R.511-10 du code de l'environnement.</p>	
2760	1	A	<p>Installation de stockage de déchets autre que celles mentionnées à la rubrique 2720 et celles relevant des dispositions de l'article L. 541-30-1 du code de l'environnement.</p> <p>1. Installation de stockage de déchets dangereux ;</p>	<p>75 000 t/ an de déchets dangereux incluant les 60 000 t/an autorisées à être stabilisées</p> <p>400 000 m³ au total pour la durée de vie du centre restant au 14/05/2009</p>

ARTICLE 2 : Mise à jour de l'étude de dangers

La société SITA est tenue de mettre à jour l'étude de dangers de son établissement pour la rendre conforme aux dispositions de l'article R.512-9 du code de l'environnement, et de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié relatif à la prévention des accidents majeurs impliquant des substances ou des préparations dangereuses présentes dans certaines catégories d'installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation.

Cette étude devra être remise au préfet de Haute-Saône pour le 31 janvier 2014.

L'exploitant est tenu de fournir dans son étude de dangers les éléments permettant l'évaluation précise des aléas et leurs cartographies, et notamment :

- la liste exhaustive des phénomènes dangereux, et notamment ceux susceptibles d'avoir des effets à l'extérieur de l'établissement, avec estimation de l'intensité de leurs effets conformément aux valeurs reprises dans l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation) ;
- pour chacun des phénomènes dangereux dont les effets sortent des limites de l'établissement :
 - le détail des scénarii susceptibles de les provoquer, l'estimation de leur probabilité et de leur cinétique selon les critères de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 (relatif à l'évaluation et à la prise en compte de la probabilité d'occurrence, de la cinétique, de l'intensité des effets et de la gravité des conséquences des accidents potentiels dans les études de dangers des installations classées soumises à autorisation),
 - l'identification des barrières de prévention et protection existantes ou envisagées.

L'exploitant fournit un mémoire récapitulatif portant sur la caractérisation des barrières retenues pour déterminer la classe de probabilité du phénomène dangereux. L'exploitant fournit un mémoire récapitulatif portant sur la caractérisation des barrières retenues pour déterminer la classe de probabilité du phénomène dangereux, et notamment le positionnement de celles-ci par rapport aux critères de l'article 4 de l'arrêté ministériel du 23 septembre 2005 précité.

ARTICLE 3 : Grille probabilité/gravité

L'exploitant remettra à l'inspection des installations classées la grille de présentation des accidents potentiels en termes de couple probabilité/gravité des conséquences sur les personnes, reprise en annexe V de l'arrêté ministériel du 10 mai 2000 modifié.

Cette grille dûment remplie devra permettre de s'assurer que les mesures de maîtrise du risque mises en œuvre garantissent la compatibilité des installations avec son environnement. Dans le cas contraire, les mesures complémentaires pouvant être mises en œuvre devront être indiquées afin de ramener les couples gravité/probabilité des accidents potentiels dans des zones acceptables de cette grille. Les délais associés à ces mises en œuvre ainsi que les effets attendus devront être précisés.

ARTICLE 4 : Opérations de mélanges

La société SITA implantée à VAIVRE-ET-MONTOILLE est autorisée à poursuivre les opérations suivantes de mélange de déchets dangereux avec des matières ou produits nécessaires au traitement de stabilisation ou solidification nécessaire avant l'enfouissement, conformément au dossier susvisé.

Il s'agit pour les déchets de :

REFIOM, REFIDI, boues physico-chimiques de station d'épuration, matériaux de démolition, déchets solides minéraux, pâteux organiques non halogénés.

Il s'agit pour les produits de traitement de :

Liants hydrauliques ou réactifs pouzzolaniques, déchets non dangereux ayant des propriétés hydrauliques ou pouzzolaniques, des adjuvants courants des liants hydrauliques, des agents chimiques spécifiques à des pollutions ciblées, des absorbants, de l'eau de gâchage.

En application de l'article D.541-12-3 du code de l'environnement, l'exploitant tient à jour un registre comprenant notamment :

- une description des types de déchets destinés à être mélangés ;
- une description des types de substances, matières ou produits destinés à être mélangés aux déchets ;
- le descriptif des opérations de mélange prévues, en particulier au regard des meilleures techniques disponibles, ainsi que les mesures envisagées pour limiter les dangers et inconvénients pour les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 ;
- les procédures mises en place pour éviter un mélange inapproprié, soit un mélange de déchets qui ne s'effectuerait pas selon les meilleures techniques disponibles ou qui mettrait en danger la santé humaine, nuirait à l'environnement ou aggraverait les effets nocifs des déchets mélangés sur l'une ou l'autre ;
- les mesures organisationnelles et opérationnelles prévues en cas de mélange inapproprié, notamment celles visant à prévenir les risques pour l'environnement et la santé humaine dans l'attente de la séparation des matières ou de leur transfert vers une installation adaptée ;
- la liste des déchets concernés et leur classification selon la nomenclature prévue à l'annexe II de l'article R.541-8 ;
- la liste des substances et leurs numéros du registre Chemical Abstracts Service (CAS), ainsi que la liste des matières et des produits mélangés aux déchets dangereux.

ARTICLE 5 : Transit des déchets

L'activité de transit de déchets est autorisée uniquement lors d'opération de maintenance ou de panne des équipements de traitement et avec l'accord préalable de l'administration.

ARTICLE 6 :

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré à la juridiction administrative du tribunal administratif de Besançon :

1. par l'exploitant, dans un délai de deux mois qui commence à courir du jour où ledit acte lui a été notifié ;
2. par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de un an à compter de la publication ou de l'affichage dudit acte.

Cette requête doit être accompagnée de la contribution pour l'aide juridique prévue à l'article 1635 bis Q du code général des impôts.

ARTICLE 7 :

Le présent arrêté sera notifié au directeur de la société **SITA FD, située Tour CB 21 – 16 Place de l'Iris – 92040 PARIS LA DEFENSE CEDEX**. Une copie sera déposée en mairie de VAIVRE-ET-MONTOILLE et en préfecture pour consultation par les tiers.

Un extrait du présent arrêté sera affiché en permanence de façon lisible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Un extrait du présent arrêté sera publié, aux frais du demandeur, dans deux journaux locaux ou régionaux et affiché en mairie de VAIVRE-ET-MONTOILLE par les soins du maire pendant un mois.

ARTICLE 8 :

Le secrétaire général de la préfecture, le maire de la commune de VAIVRE-ET-MONTOILLE, ainsi que le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera également adressée :

- aux conseils municipaux des communes de CHARIEZ, CHARMOILLE, GRATTERY, MONTIGNY-LES-VESOUL, PUSEY et SCYE,
- à la direction départementale des territoires,
- à la délégation territoriale de Haute-Saône de l'agence régionale de santé de Franche-Comté,
- au service interministériel de défense et de la protection civile,
- à la direction départementale des services d'incendie et de secours,
- à la direction régionale des affaires culturelles de Franche-Comté,
- à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence et de la consommation, du travail et de l'emploi de Franche-Comté,
- à la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté à BESANCON,
- à l'unité territoriale Centre de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Franche-Comté, à VESOUL.

Val à Vesoul, le 07 AVR. 2013
Pour le préfet
et par délégation,
Le secrétaire général,
